

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

Europe et Asie centrale

Évolution récente

En 2007, la région Europe et Asie centrale¹ a réalisé une croissance remarquable du PIB de 6,8 %, en légère baisse par rapport au niveau de 7,3 % enregistré en 2006, dans un contexte de crise financière mondiale, de variations rapides des prix des produits de base et de l'amorce du ralentissement de la demande dans la zone euro. La croissance a été favorisée par une solide demande intérieure, dont la contribution à la croissance régionale a atteint son niveau maximum de 10,7 points en 2007. La consommation privée et la formation de capital fixe ont progressé respectivement de 8 % et 15,8 % en 2007. Parallèlement, les exportations nettes ont continué d'exercer de plus en plus des pressions à la baisse sur la croissance régionale, qui est tombée de moins 0,6 point en 2002 à près de moins 4 points en 2007, situation qui reflète la forte demande d'importation entraînant une aggravation du déficit courant de la région — et une dépendance croissante à l'égard des financements extérieurs. Les pays d'Europe centrale et orientale (ECO) et ceux de la Communauté d'États indépendants (CEI) ont affiché des taux de croissance à deux chiffres des investissements et des importations, tandis que la croissance de la consommation privée dépassait 8 % (tableau A.4).

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

Tableau A.4

Europe and Central Asia forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)							
	91-00 ¹	2005	2006	Est. 2007	Forecast		
					2008	2009	2010
GDP at market prices (2000 USD) ²	-1.0	6.3	7.3	6.8	5.8	5.4	5.4
GDP per capita (units in USD)	-1.1	6.3	7.2	6.8	5.8	5.4	5.3
PPP GDP ³	-0.9	6.2	7.4	7.2	6.1	5.6	5.5
Private consumption	0.6	7.6	7.3	8.0	7.5	6.9	6.9
Public consumption	0.0	3.1	5.0	3.8	3.8	3.6	3.5
Fixed investment	-6.6	11.5	14.3	15.8	14.8	13.6	13.4
Exports, GNFS ⁴	0.9	6.7	9.8	9.7	7.7	8.4	9.0
Imports, GNFS ⁴	-1.6	10.4	14.4	16.8	13.2	13.0	13.4
Net exports, contribution to growth	0.9	-1.7	-2.4	-3.9	-3.6	-3.6	-3.9
Current account bal/GDP (%)	-	1.8	1.0	-0.9	0.1	-0.8	-1.4
GDP deflator (median, LCU)	118.5	5.9	8.3	7.2	7.2	7.9	5.0
Fiscal balance/GDP (%)	-5.1	2.0	2.3	1.9	1.7	0.6	0.6
Memo items: GDP							
Transition countries	2.1	5.9	6.5	5.5	4.8	4.6	4.8
Central and Eastern Europe	1.2	4.4	6.2	6.1	5.2	4.9	4.8
Commonwealth of Independent States	-4.2	6.8	8.3	8.6	7.2	6.5	6.0
Russia	-3.9	6.4	7.4	8.1	7.1	6.3	6.0
Turkey	3.7	8.4	6.9	4.5	4.0	4.3	5.0
Poland	3.8	3.6	6.1	6.5	5.7	5.1	5.0

Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.

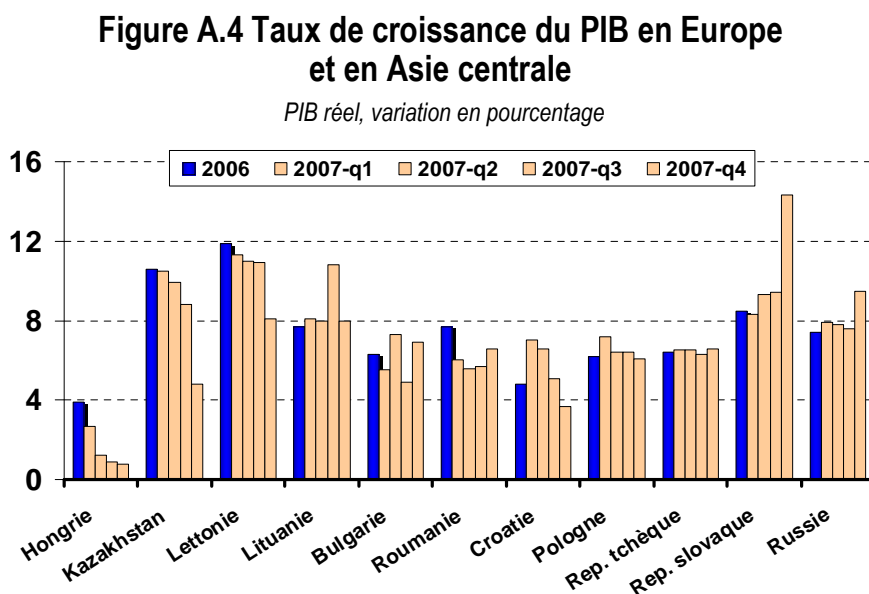
2. GDP measured in constant 2000 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.

4. Exports and imports of goods and non-factor services.

Source: World Bank

La croissance du PIB des pays d'ECO, à 6,1 % en 2007, est restée robuste, mais le déficit courant du groupe est monté en flèche, atteignant un nouveau seuil de 7,8 % du PIB. Les pays de la CEI, dont bon nombre sont exportateurs de produits de base, tirant parti de la flambée des prix, ont enregistré leur deuxième croissance la plus robuste en une décennie, à 8,6 %, à laquelle la demande intérieure a contribué 16,4 points de pourcentage. Les recettes des produits de base ont permis d'adopter de solides politiques budgétaires expansionnistes dans les pays de la CEI, entraînant à la hausse les salaires et la croissance du crédit. Les résultats en matière de croissance ont été contrastés à travers la région : cinq pays ont affiché des niveaux de croissance du PIB à deux chiffres, alors que la Hongrie obtenait un maigre résultat de 1,3 % (figure A.4). En outre, les données trimestrielles font apparaître des tendances divergentes : la croissance s'est maintenue dans certains pays, d'autres ont connu une décélération progressive et d'autres encore (le Kazakhstan et les pays baltes) ont enregistré une baisse soudaine au cours du dernier trimestre de 2007.

Figure A.4



Source : Banque mondiale.

La Hongrie n'a manifesté aucun signe de reprise économique depuis que ses mesures d'austérité budgétaire ont déprimé la demande intérieure. Elle apparaît plus fragile qu'elle ne l'était auparavant, en raison de ses niveaux inquiétants de la dette publique et de la dette extérieure (près de 70 % et 90 % du PIB, respectivement) dans le contexte extérieur actuel peu favorable. Pendant ce temps, la croissance dans trois autres pays d'Europe centrale (République tchèque, Pologne et République slovaque) s'est accélérée dès le début de 2007. La croissance de 10,4 % affichée par la République slovaque a été particulièrement remarquable. On assiste à une décélération de l'économie des pays baltes : avec la fin du boom de l'immobilier dans toute la région, les craintes de surchauffe cèdent la place à celles d'un ralentissement brutal de la croissance. La chute vertigineuse du niveau de croissance en Lettonie, de 10,9 % (en rythme annuel) au troisième trimestre de 2007 à 3,6 % au cours du premier trimestre de 2008, dénote le risque sensible de dégradation de la situation économique. Les autres économies tendant à la surchauffe —Bulgarie et Roumanie — semblent s'en être bien tirées en 2007, mais elles sont devenues plus vulnérables en raison du mal qu'elles ont à financer d'importants déficits courants dans un environnement financier mondial préoccupant. Après avoir eu un taux de change instable au milieu de 2006, la Turquie a resserré sa politique monétaire, ce qui a pesé sur la demande intérieure. La croissance a chuté de plus de 2 points, affaiblissant la demande

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

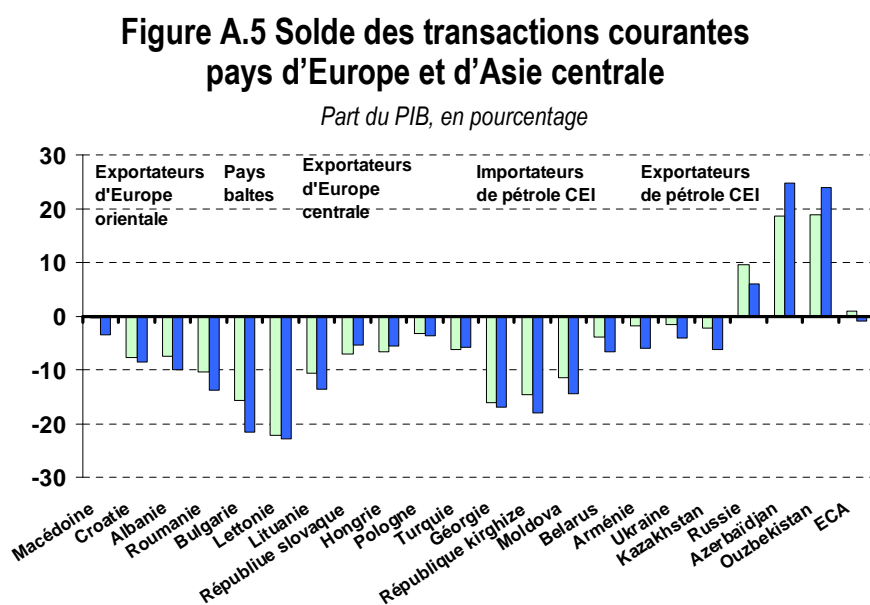
d'importation. La croissance des exportations et des investissements, qui est restée robuste, a permis au PIB de progresser de 4,6 % en 2007.

Parmi les pays de la CEI, la Fédération de Russie a enregistré un solide taux de croissance de 8,1 % en 2007 ; grâce en partie aux niveaux plus élevés que prévu des prix du pétrole, elle a maintenu cette dynamique jusqu'au premier trimestre de 2008, avec une croissance du PIB de 8 % en rythme annuel. L'excédent budgétaire de la Russie s'est élevé à 5,4 % du PIB en 2007, passant à 6,6 % au cours du premier trimestre de 2008. L'excédent courant du pays a grimpé à 37 milliards de dollars au cours du trimestre, contre 23 milliards de dollars un an auparavant. Les apports nets d'IDE à la Russie ont atteint 52 milliards de dollars en 2007. Parallèlement, en raison de la solidité de la demande intérieure, des augmentations rapides de liquidité et de la hausse des coûts des produits alimentaires et des combustibles, l'inflation a grimpé à 12,8 % (en rythme annuel) au premier trimestre — le taux le plus élevé enregistré depuis plusieurs années.

Mais la production de pétrole de la Russie n'a augmenté en 2007 que de 2,3 % en volume, contre une moyenne de 9 % au début de la décennie. La production de gaz naturel s'est contractée de 0,5 % au cours de l'année. La stagnation actuelle de la production d'énergie pourrait être imputable à l'incertitude du climat de l'investissement pour les investissements directs étrangers dans l'énergie, ainsi qu'à la lourde charge fiscale imposée sur le secteur : la charge fiscale globale sur le gaz naturel est de 46 % et atteint 62 % pour le pétrole brut.

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

Figure A.5



Source : Banque mondiale.

L'accroissement des déficits courants de nombreux pays représente l'un des facteurs notables de vulnérabilité de la région (figure A.5). À l'exception des exportateurs d'hydrocarbures de la CEI, pratiquement tous les pays ont enregistré une détérioration des soldes courants en 2007. Le déficit a dépassé les 10 % du PIB dans le cas des pays baltes, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Géorgie, de la République kirghize et de Moldova, confortant les préoccupations actuelles au sujet d'une croissance insoutenable dans plusieurs pays. Toutefois, les montants considérables d'envois de fonds de travailleurs émigrés aux petits pays de la CEI (qui, en 2006, ont représenté 18,3 % du PIB en Arménie, 6,4 % en Géorgie, 27,4 % en République kirghize et 36,2 % à Moldova) ont permis de financer la demande de biens importés.

Les apports nets d'IDE à la région ont atteint un niveau record en 2007, mais devraient régresser en 2008, en raison de la raréfaction de l'offre de crédit au plan mondial, en finançant une fraction plus modeste des déficits courants. En outre, étant donné que les pays ont de plus en plus recours aux emprunts bancaires extérieurs, si ces sources de financement venaient à tarir suite à une forte dégradation des marchés internationaux, les ménages et les entreprises ne seraient pas en mesure de refinancer les dettes créées par l'actuel boom du crédit et seraient forcés de consolider, ce qui entraverait — éventuellement de manière considérable — l'activité économique.

Les difficultés financières et celles de l'économie réelle des pays à revenu élevé se répercuteront sur la région par le biais des liens commerciaux et financiers. Les répercussions sur

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

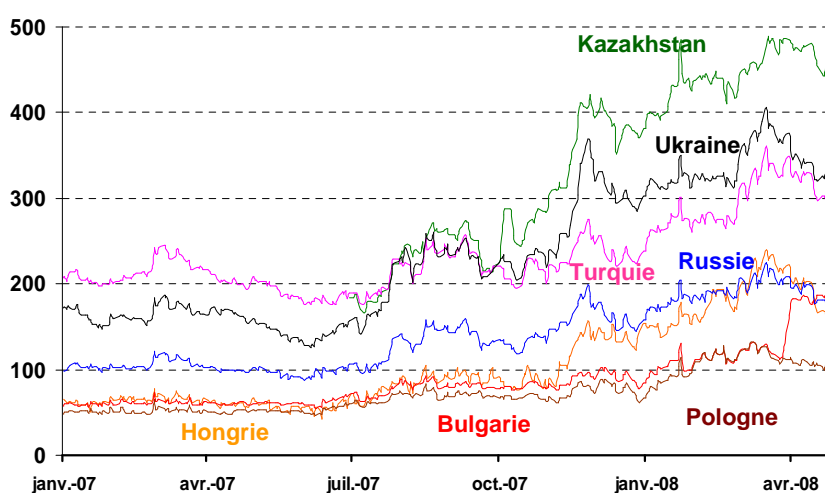
les pays d'Europe et d'Asie centrale vont donc varier en fonction de la structure des échanges de chaque pays et de son niveau de recours aux sources de financement extérieures. La croissance des exportations de la région a subi les répercussions négatives, notamment celles d'un fléchissement de la demande d'importation dans l'Union européenne en 2008. Cet effet devrait être plus marqué dans les pays d'ECO (où une fraction importante des exportations est envoyée à la zone euro) que dans ceux de la CEI (où les destinations des exportations au sein du groupe, telle que la Russie, et les pays émergents, telle que la Chine, résistent aux changements et où les prix des produits de base devraient rester à des niveaux élevés).

L'accroissement apparent du risque dans plusieurs pays de la région tel que le perçoivent les investisseurs internationaux se traduit dans l'élargissement des spreads sur les échanges de risque de crédit et les obligations du gouvernement pour ces pays. Les spreads de l'indice des obligations souveraines des marchés émergents (EMBI) se sont élargis dans tous les pays depuis le début de la crise financière, ont atteint leur niveau maximum en mars avant de fléchir légèrement, mais à des degrés très divers d'un pays à l'autre (figure A.6). Entre le milieu de 2007 et la fin d'avril 2008, les spreads se sont élargis pour la Russie (63 points de base), la Bulgarie (93), la Hongrie (95), la Turquie (110), l'Ukraine (169) et le Kazakhstan (270), contrairement à la Pologne (42 points de base), qui a récemment affiché de plus solides fondamentaux et une moindre dépendance à l'égard des financements extérieurs.

Figure A.6

Figure A.6 Accroissement des spreads dans les pays d'Europe et d'Asie centrale

JPMorgan EMBI (stripped spreads), points de base



Source : Thomson/Datastream.

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

Après une forte expansion en 2006, les apports nets de capitaux à la région Europe et Asie centrale ont continué d'augmenter en 2007 — de 72 milliards de dollars — pour atteindre 404 milliards de dollars, soit près de 40 % du total des apports aux pays en développement. Les flux nets de capitaux privés sont passés à 409 milliards de dollars, en légère augmentation de 44 milliards de dollars par rapport à 2006. Les remboursements aux créanciers officiels ont continué d'excéder les prêts, bien que dans une moindre mesure (5 milliards de dollars) qu'en 2006 (33 milliards de dollars, essentiellement du fait des remboursements par anticipation de la Russie aux créanciers membres du Club de Paris).

Les apports nets d'IDE à la région ont augmenté à 162 milliards de dollars en 2007 contre 125 milliards de dollars en 2006, la Russie représentant la plus grande part avec 52 milliards de dollars, suivie de la Turquie (22 milliards de dollars) et de la Pologne (18 milliards de dollars). En dépit d'un manque d'amélioration du climat de l'investissement en Russie, l'accroissement des IDE s'est maintenu, grâce à la hausse des prix du pétrole et au potentiel de croissance de la consommation intérieure. Les apports d'IDE à la Turquie ont continué d'être impulsés par les privatisations et les fusions et acquisitions, avec plus de la moitié du total allant au secteur financier. Les montants nets des participations au capital ont pratiquement doublé, à 21 milliards de dollars en 2007, contre 11 milliards de dollars en 2006, la Russie (15 milliards de dollars) et la Turquie (5 milliards de dollars) représentant la majeure partie du total (tableau A.5).

Tableau A.5

Appports nets de capitaux à la région Europe et Asie centrale

<i>USD milliards</i>	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007P
Soldes courants	0.7	19.7	21.3	11.0	6.8	12.6	29.1	15.4	-40.5
<i>en % du PIB</i>	0.1	2.2	2.3	1.1	0.5	0.8	1.5	0.6	-1.3
Flux nets de capitaux	24.7	25.5	26.2	26.2	34.2	68.6	80.1	135.7	182.2
..Appports nets d'IDE	23.1	24.8	26.6	26.1	34.9	63.5	72.2	124.6	161.6
..Appports nets d'investissements de portefeuille	1.6	0.7	-0.4	0.1	-0.7	5.1	7.9	11.1	20.7
Flux nets générateurs de dette	19.0	21.7	2.4	24.8	52.9	77.1	92.3	196.3	222.1
..Créanciers officiels	-0.4	0.1	2.2	2.7	-6.7	-10.0	-36.2	-33.0	-4.7
...Banque mondiale	1.9	2.1	2.1	1.0	-0.6	0.4	-0.7	0.3	-0.3
....FMI	-3.1	-0.7	6.1	4.6	-2.0	-5.9	-9.8	-6.2	-4.0
...Autres créanciers officiels	0.8	-1.3	-6.0	-3.0	-4.0	-4.5	-25.6	-27.0	-0.4
..Créanciers privés	19.4	21.6	0.2	22.1	59.5	87.1	128.4	229.3	226.8
....Flux nets à moyen et long terme	18.9	13.3	6.2	17.9	29.1	68.8	103.0	173.8	166.8
.....Obligations	7.7	5.5	1.1	3.6	8.9	23.6	28.2	33.9	52.0
.....Banques	11.8	9.3	7.2	15.9	20.4	46.5	76.0	139.5	115.9
.....Autres créanciers privés	-0.7	-1.5	-2.2	-1.6	-0.2	-1.3	-1.2	0.4	-1.0
....Flux nets à court terme	0.6	8.3	-6.0	4.2	30.4	18.3	25.5	55.5	60.0
Erreurs et omissions a	-38.5	-48.2	-37.8	-23.0	-33.5	-81.7	-108.3	-174.5	-121.6
Variation des réserves (- = augmentation)	-5.9	-18.7	-12.1	-39.0	-60.3	-76.6	-93.2	-172.9	-242.3
Pour Mémoire:									
Envois de fonds des travailleurs	11.9	13.1	12.7	14.0	16.7	21.3	29.6	35.4	38.6

Les montants nets de dette privée contractés par la région se sont tassés à 227 milliards de dollars en 2007 contre 229 milliards de dollars en 2006, les prêts bancaires extraterritoriaux nets

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

fléchissant à 116 milliards de dollars, contre 140 milliards de dollars en 2006. Cette tendance est à comparer à l'augmentation des prêts bancaires aux pays en développement, qui se sont chiffrés à 215 milliards de dollars en 2007, contre 172 milliards de dollars en 2006. La crise actuelle du marché du crédit a eu certains effets négatifs sur les flux de dette privée à la région dans son ensemble. Les émissions d'obligations internationales brutes et les emprunts syndiqués bruts ont régressé au quatrième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008. Suite à la dégradation des conditions de financement extérieur, certains pays de la région ont subi plus de répercussions négatives que d'autres. Certains de ces pays, par exemple, la Bulgarie, la République kirghize, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie, bénéficient depuis quelques années d'apports de capitaux à des niveaux sans précédent. Dans d'autres pays, tels que la Hongrie, le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine, le secteur empruntait de vastes montants sur les marchés de la dette extérieure pour financer les prêts intérieurs avant la crise actuelle. La persistance des difficultés de crédit et la réévaluation des risques sur les marchés internationaux pourraient continuer de jouer sur les flux de dette transfrontaliers et le financement de la consommation et de l'investissement intérieurs, et avoir de ce fait une incidence négative sur la croissance économique.

Les soldes courants se sont détériorés à travers la région en 2007, devenant déficitaires après avoir affiché un excédent en 2006. Toutefois, dans la mesure où les comptes de capital et d'opérations financières ont continué d'enregistrer des excédents importants, les réserves de change ont, en 2007, augmenté de 242 milliards de dollars (la Russie représentant plus de deux-tiers avec 169 milliards de dollars).

La menace de l'inflation plane parallèlement au phénomène mondial de la flambée des prix des produits de base. L'inflation mensuelle a atteint un niveau à deux chiffres au début de 2008 dans neuf des dix pays de la CEI, ainsi que dans les pays baltes et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. En Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en République kirghize et en Ukraine, l'inflation a grimpé à 20 % (en rythme annuel). La solide demande intérieure et les prix mondiaux élevés des produits alimentaires et de l'énergie sont les facteurs communs à l'origine de l'augmentation généralisée de l'inflation. Parmi les pays d'ECO, d'autres facteurs, notamment les taxes et droits élevés, contribuent à l'inflation, alors que dans les pays de la CEI, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie joue un rôle non négligeable — de même que la forte reprise de la croissance des salaires. De plus, les pays de la CEI majorent le prix du gaz importé de Russie pour compenser le prix des expéditions à l'Europe.

Perspectives à moyen terme

Malgré les divers risques et incertitudes, les perspectives pour la région semblent devoir se caractériser par un ralentissement progressif par rapport aux niveaux records de ces dernières années, mais les résultats devraient devenir plus contrastés en fonction des pays. Il est plus

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

probable que l'amélioration des fondamentaux permette à la Turquie de surmonter la crise des marchés financiers et de poursuivre sa croissance après 2008 (tableau A.6). Le ralentissement de la croissance dans les pays baltes pourrait mettre au jour des difficultés masquées dans leurs banques, leurs prêts non productifs et d'autres facteurs susceptibles de dégrader davantage la situation. La Hongrie a préféré à une croissance immédiate une trajectoire plus viable vers l'avenir, et la réorientation de l'action de la banque centrale en faveur de la lutte contre l'inflation dénote un soutien moins monétaire de l'économie ; la croissance ne devrait donc reprendre que lentement. Les autres pays d'Europe centrale devraient continuer d'enregistrer de bons résultats, tant qu'ils honoreront leur engagement d'améliorer leurs situations budgétaires, et tirer de plus en plus parti de l'intégration au sein de l'UE.

L'hypothèse actuelle selon laquelle les prix élevés du pétrole et des produits de base vont persister devrait permettre aux pays de la CEI exportateurs de pétrole de maintenir la dynamique jusqu'à la fin de 2008, et les pays voisins bénéficieront de la demande d'importation des exportateurs, en particulier d'une Russie en plein essor.

Risques et incertitudes

Le principal risque qui pèse sur l'Europe et l'Asie centrale est l'environnement financier extérieur défavorable et incertain. Les besoins de financement extérieur de la région ne vont pas diminuer et un revirement de la position des soldes courants est peu probable en 2008, en grande partie parce que le ralentissement enregistré en Europe de l'Ouest offre moins de possibilités d'exportations, alors que la demande d'importation de l'Europe et de l'Asie centrale ne va pas ralentir autant que leurs exportations. En Russie, l'augmentation des revenus réels tirée par l'expansion des recettes pétrolières semble indiquer une régression éventuelle de la position excédentaire en 2008. La hausse de l'inflation est un phénomène mondial, mais la situation de la région est plus subtile et plus difficile à maîtriser, à la différence d'autres régions où l'inflation est essentiellement le fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, avec des effets secondaires encore peu clairs, la région Europe et Asie centrale a déjà enregistré une solide croissance des salaires réels (en raison du resserrement des marchés du travail).

Si l'économie mondiale devait être plongée dans une situation de récession prolongée et de baisse des prix des produits de base, les répercussions seraient graves pour de nombreux pays de la CEI. Plus particulièrement, les économies soit sont tributaires de certains types d'exportations de produits de base (Russie et Azerbaïdjan pour le pétrole, Ukraine pour l'acier et Arménie pour les métaux), axés uniquement sur un petit nombre de destinations pour leurs exportations ou tributaires d'un importateur donné pour des ressources cruciales (Belarus et Moldova pour l'énergie russe).

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

Tableau A.6

Europe and Central Asia Country forecasts							
(annual percent change unless indicated otherwise)							
	91-00 ¹	2005	2006	Est.	Forecast		
				2007	2008	2009	2010
Albania							
GDP at market prices (2000 USD) ²	1.4	5.5	5.0	6.0	5.8	6.2	6.2
Current account bal/GDP (%)	-5.6	-6.8	-7.4	-10.0	-11.9	-9.7	-8.6
Armenia							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-3.8	13.9	13.3	13.7	10.0	8.1	7.3
Current account bal/GDP (%)	-12.0	-1.1	-1.8	-6.1	-8.6	-7.9	-7.2
Azerbaijan							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-5.2	26.2	34.5	25.0	16.7	12.3	8.1
Current account bal/GDP (%)	-15.8	1.3	18.7	24.8	46.6	42.7	35.7
Belarus							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-1.2	9.4	10.0	8.2	7.4	6.3	6.0
Current account bal/GDP (%)	-	1.4	-3.9	-6.6	-7.0	-9.0	-7.6
Bulgaria							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-1.7	6.3	6.3	6.2	5.6	5.3	5.1
Current account bal/GDP (%)	-2.3	-12.1	15.7	-21.6	-21.9	-19.0	-16.9
Croatia							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-1.5	4.3	4.8	5.6	4.5	4.7	5.0
Current account bal/GDP (%)	1.0	-6.6	-7.6	-8.6	-9.6	-9.5	-9.0
Georgia							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-9.3	9.6	9.4	12.4	9.8	8.9	8.0
Current account bal/GDP (%)	-	-11.9	16.0	-16.9	-18.8	-15.7	-13.1
Hungary							
GDP at market prices (2000 USD) ²	0.8	4.1	3.9	1.3	2.3	3.3	3.5
Current account bal/GDP (%)	-5.4	-6.8	-6.6	-5.5	-4.3	-4.0	-3.7
Kazakhstan							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-3.6	9.7	10.7	8.5	6.1	6.3	6.7
Current account bal/GDP (%)	-2.1	-1.8	-2.2	-6.3	-1.1	-2.7	-4.7
Kyrgyz Republic							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-4.0	-0.2	3.1	8.2	6.6	6.2	5.8
Current account bal/GDP (%)	-10.6	-2.2	14.7	-18.0	-18.5	-14.5	-11.6
Lithuania							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-3.3	7.9	7.7	8.8	6.0	5.5	5.8
Current account bal/GDP (%)	-5.9	-7.1	10.7	-13.6	-11.7	-11.2	-10.2
Latvia							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-2.8	10.6	11.9	10.3	3.0	2.5	3.5
Current account bal/GDP (%)	-1.6	-12.4	22.3	-22.9	-16.5	-11.3	-9.3
Moldova							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-9.8	7.5	4.8	3.0	6.5	5.5	5.0
Current account bal/GDP (%)	-	-8.3	11.5	-14.4	-17.3	-13.6	-10.5
Macedonia, FYR							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-0.9	4.1	3.7	5.1	5.0	5.4	5.4
Current account bal/GDP (%)	-	-1.4	-0.4	-3.4	-8.6	-8.4	-8.3
Poland							
GDP at market prices (2000 USD) ²	3.8	3.6	6.1	6.5	5.7	5.1	5.0
Current account bal/GDP (%)	-3.5	-1.6	-3.3	-3.7	-5.5	-5.4	-5.4
Romania							

Financement du développement dans le monde 2008 Perspectives régionales

GDP at market prices (2000 USD) ²	-1.7	4.1	7.7	6.0	6.0	5.0	4.3
Current account bal/GDP (%)	-4.8	-8.5	10.5	-13.7	-15.7	-14.5	-13.3
Russian Federation							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-3.9	6.4	7.4	8.1	7.1	6.3	6.0
Current account bal/GDP (%)	-	10.9	9.6	6.0	6.8	4.6	2.9
Slovak Republic							
GDP at market prices (2000 USD) ²	0.3	6.6	8.5	10.4	7.3	6.0	5.3
Current account bal/GDP (%)	-	-8.5	-7.0	-5.3	-5.2	-4.7	-4.2
Turkey							
GDP at market prices (2000 USD) ²	3.7	8.4	6.9	4.5	4.0	4.3	5.0
Current account bal/GDP (%)	-1.1	-4.7	-6.2	-5.7	-7.3	-7.5	-6.8
Ukraine							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-8.0	2.7	7.3	7.3	5.5	5.0	4.5
Current account bal/GDP (%)	-	2.9	-1.5	-4.2	-9.4	-9.5	-8.4
Uzbekistan							
GDP at market prices (2000 USD) ²	-0.2	7.0	7.2	9.5	7.7	7.5	6.8
Current account bal/GDP (%)	-	14.3	18.8	23.8	26.8	23.6	20.6

Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.

2. GDP measured in constant 2000 U.S. dollars.

3. Growth and Current Account figures presented here are World Bank projections and may differ from targets contained in other Bank documents.

4. Bosnia and Herzegovina, Tajikistan, Turkmenistan, Yugoslavia, FR (Serbia/Montenegro) are not forecast owing to data limitations.

Source: World Bank

¹ La région Europe et Asie centrale comprend 23 pays en développement. Elle peut se subdiviser en ECO, CEI et Turquie. ECO signifie Europe centrale et orientale, comprenant l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Pologne, la Roumanie et la République slovaque. La CEI est la Communauté d'États indépendants, constituée par l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, le Kazakhstan, la République kirghize, Moldova, la Fédération de Russie, l'Ukraine et l'Ouzbékistan. Selon la définition de la Banque mondiale de juillet 2007, la République tchèque et l'Estonie sont désormais des pays à revenu élevé et ne sont donc pas pris en compte dans le calcul des agrégats pour la région ou l'ECO. Elles peuvent cependant figurer dans l'analyse pour faciliter la compréhension et la comparaison au sein de la région.